

Au Forum Social Européen de Florence : l'émergence accélérée d'un mouvement social planétaire

Marc OLLIVIER*

A mon retour de Florence, le 10 novembre dernier, beaucoup d'amis m'ont demandé : « Qu'est ce que c'était, ce Forum Social Européen ? ». Difficile de répondre : comme tous les participants, je n'en ai vécu qu'une petite partie, et plus je lis de comptes-rendus, plus j'écoute ceux qui en ont été partie prenante, plus l'événement me semble difficile à saisir dans toutes ses dimensions. Impossible en tout cas de l'appréhender comme un phénomène à part, isolé dans le temps ou dans l'espace¹.

Une innovation : le tricotage de réseaux

On est bien sûr d'abord impressionné par le nombre : 65 000 participants, dont 20 000 venus d'autres pays que l'Italie, et une manifestation finale contre la guerre en Irak de 800 000 à 1 000 000 de personnes, c'est assez extraordinaire, ainsi que la jeunesse et la force tranquille de cette foule, accueillie avec chaleur par les Florentins, malgré la campagne haineuse et alarmiste développée par la droite italienne.

Mais en regardant de plus près l'organisation du Forum, on distinguait un réseau luxuriant d'organisations d'un grand nombre de pays européens (ONG, syndicats, associations de toute nature) qui l'ont à la fois préparé et fait fonctionner. Chacun des 140 séminaires et des

250 ateliers, chacune des 18 conférences plénières était sous la responsabilité d'une ou plusieurs organisations concernées par le thème traité. Par exemple, la conférence plénière intitulée. « *De la charte de Nice à la Convention, recherche d'une citoyenneté universelle à travers la crise de la démocratie européenne* » associait un universitaire de Coimbra (Portugal) le Secrétaire Général de la CGIL (Italie), un universitaire de Thessalonique (Grèce), un juriste italien et un Français représentant le Comité pour la citoyenneté et les droits fondamentaux, sous la coordination de Franco Russo du Forum Social italien et de Sophie Zafari de la FSU (France). Ce type de structure caractérisait toutes les conférences plénières et la plupart des ateliers et séminaires.

Sous le mot d'ordre général « une autre Europe est possible », tous ces débats étaient regroupés en trois thèmes principaux : libéralisme et mondialisation, guerre et paix, droits-citoyenneté-démocratie. En outre la société civile tenait boutique en quelque sorte, dans un vaste marché des idéologies et des organisations sociales présentes au Forum où circulait une masse impressionnante de documents de toutes sortes : tracts, brochures, journaux, livres, rédigés en diverses langues européennes, principalement l'italien, l'anglais, le français et l'espagnol.

Apparaissent ainsi deux traits caractéristiques de ce Forum Social Européen : d'une part une confluence entre des organisations très diverses (syndicats, universités, ONG, etc.) qui dans le passé développaient plutôt leurs activités de façon isolée, d'autre part un véritable débordement par-dessus les frontières, tant pour préparer le Forum que pour le réaliser. C'est le savoir-faire des forums sociaux italiens, éprouvé lors du rassemblement anti-G8 de Gênes, qui explique le succès de Florence. Il faut voir à l'œuvre, à cette occasion, non seulement les participants directs à ce vaste rassemblement, mais encore les millions de membres de ces diverses organisations qui y ont été plus ou moins associés à travers toute l'Europe. C'est "le mouvement des mouvements" qui montrait sa force à Florence, appuyé sur des racines paneuropéennes de plus en plus foisonnantes et actives.

* Chercheur en Sciences Sociales CNRS-ISMEA

¹ Je remercie vivement Lotfi CHENGLY, militant d'ATTAC-Isère, qui m'a fait bénéficier de son témoignage et de son analyse du Forum de Florence avant la rédaction de cet article. On pourra trouver son propre compte-rendu de l'événement dans le *Bulletin du Centre d'Information Inter-Peuples de Grenoble* de décembre 2002, sous le titre : « Forum Social Européen, de retour de Florence ».

De quoi parlait-on à Florence ?

Ajoutons un autre constat surprenant, qui saute aux yeux lorsqu'on analyse les sujets traités par le Forum : son approche universaliste des questions posées et l'éventail très large des thèmes abordés, où figuraient les problèmes brûlants de l'actualité (Irak, Palestine, Argentine) et toute la problématique des dégâts de la mondialisation néo-libérale : alimentation, agriculture et environnement, dette du Tiers-monde, privatisations, menaces de l'OMC, militarisation ainsi que nombre de questions sociales toujours sensibles : phénomènes d'exclusion sociale, chômage, obstacles à la libre circulation, violences contre les femmes et les minorités sexuelles, etc. Tous ces problèmes furent analysés et discutés comme des problèmes globaux ayant leur impact et leurs aspects spécifiques en Europe. Par ailleurs, les rapports de l'Europe avec le reste du monde furent souvent au centre des débats, qu'il s'agisse de ses responsabilités au sein des institutions mondiales (FMI, BIRD, OMC, OCDE, etc.) ou du partenariat euro-méditerranéen par exemple. De même pour les crises irakienne et palestinienne.

On était donc loin à Florence d'un débat fermé sur une vision isolationniste de l'Europe. La "forteresse Europe" a manifestement son siège à Schengen et à Bruxelles et on l'aurait cherchée en vain à Florence, où l'immense "fortezza da Basso", lieu central du forum, construite au 16^{ème} siècle par la famille Médicis pour contrôler la population florentine, s'était transformée en agora pacifique ouverte à tous.

Il faudra du temps pour synthétiser toutes les propositions avancées tout au long de ces multiples rencontres. Prenons deux exemples.

Le débat sur la construction européenne a été extrêmement riche. Au moment où la Convention sur l'avenir de l'Europe s'apprête à accoucher d'une constitution sans doute fort peu démocratique et sans avancées sociales, une conviction a émergé : celle qu'il faut se battre à la fois pour une Europe sociale à partir d'un alignement vers le haut de tous les acquis sociaux, pour un renforcement des services publics et leur déconnexion des lois de la concurrence et du marché, pour la garantie du droit à l'emploi et à

la protection sociale, ensemble d'exigences impliquant une redistribution des richesses mais aussi l'émergence d'un processus constituant permettant aux peuples de décider de bas en haut des institutions dont ils ont besoin. De même le refus de l'Europe-forteresse a permis de prendre en compte vigoureusement la défense des sans droits, des immigrés, de refuser toutes les législations qui renforcent la guerre contre les pauvres et d'exiger de nouveaux rapports avec les pays du Sud sur la base de l'annulation de la dette du Tiers-monde et de projets de développement durable et solidaire permettant des complémentarités réelles.

Le débat sur la guerre a également polarisé de nombreux participants. Les mécanismes politiques, idéologiques et économiques de la politique américaine visant à imposer un gendarme mondial, les traits nouveaux de la guerre permanente, la réalité d'un impérialisme des Etats européens et les raisons structurelles de leur suivisme vis-à-vis des Etats-unis, ont été soulignés. Plus fondamentalement il a été avancé que les logiques de guerre participent du désordre mondial que génère la mondialisation capitaliste, en même temps qu'elles en sont un de leurs moyens d'affirmation. D'où la nécessité d'agir sur l'ensemble des dispositifs qui nourrissent la militarisation de la planète : production et commerce des armes, liens entre industries civiles et militaires, instrumentalisation de l'OTAN, gonflement des budgets militaires, prolifération des armes de destruction massive. Sans omettre l'ensemble des rapports de violence interne et externe que représentent les guerres économiques pour le contrôle des ressources stratégiques et la "marchandisation" du monde.

On peut donc avancer une première réponse à notre interrogation initiale : ce Forum Social Européen de Florence, n'était-ce pas le coup d'envoi de cette "Europe des citoyens" que les industriels, les marchands et les financiers de notre continent se sont efforcés de mettre à l'écart des institutions qu'ils édifient pour la seule défense de leurs intérêts ? Nous avons peut-être vu s'exprimer à Florence les premiers balbutiements d'une société civile européenne auto-organisée pour faire face aux problèmes de la mondialisation néo-libérale. Non pas la création

d'une institution nouvelle sur le modèle formel hiérarchisé des syndicats, des grandes ONG ou des institutions supra-nationales, mais la mise en réseau largement ouvert de multiples organisations "citoyennes", anciennes ou nouvelles, très petites ou très grandes, spécialisées ou généralistes, existant dans chaque pays.

Une autre caractéristique : le dynamisme explosif du mouvement

On ne peut faire un repérage exhaustif de toutes les filiations que peut revendiquer le mouvement des forums sociaux qui s'est manifesté à Florence avec tant de force et d'efficacité. Y figureraient un grand nombre d'initiatives très locales à leur origine et qui constituent aujourd'hui l'ossature du mouvement global : le Mouvement des Sans Terre au Brésil, le développement de nouvelles formes de syndicalisme (COBAS en Italie, FSU et Groupe des dix en France) et d'activisme social (AC !, marches européennes contre le chômage, Agir ici) ou encore le développement de grandes ONG internationales spécialisées dans divers secteurs (environnement, dette, défense des femmes, luttes pour le désarmement, etc.) qui ont peu à peu acquis une expérience du dialogue dans les forums qui accompagnaient les grandes conférences des Nations Unies (Rio, Copenhague, Le Caire, Pékin, etc.).

Mais il semble bien que le rassemblement de toutes ces forces de résistance initialement séparées se soit imposé face à la généralisation des pratiques néo-libérales et à la vague de dérégulation financière et des privatisations des années 80. Suite à cette vague, on a en effet assisté à un renouveau des luttes sociales dans de nombreux pays : grèves de General Motors, de l'UPS et de Boeing aux USA, grèves massives en Corée du Sud, manifestations de 1995 en France, etc. Il faut faire une place à part au soulèvement du Chiapas (1er janvier 1994) qui, dans une forme totalement originale, proche des mouvements non-violents, visait à défendre les droits des peuples indiens en se présentant sur la scène mondiale comme un point de ralliement de tous les exclus de la vague néo-libérale. C'est lui qui a organisé en 1996 la première assemblée

internationale de militants "pour une autre mondialisation" (rencontre "intergalactique" de la forêt de Lacandone).

Chacune de ces multiples contestations du système s'est trouvée confrontée au même pouvoir financier en voie de mondialisation et elles ont rapidement constaté l'efficacité que procurait le rassemblement de leurs forces. Relevons ici le rôle essentiel joué à la fois dans cette mondialisation financière et dans celle des résistances par le développement des nouvelles technologies de communication : Internet permet la spéculation boursière en temps réel, mais aussi les concertations militantes internationales ! C'est ainsi que la mobilisation intercontinentale et les manifestations en France contre l'OCDE ont entraîné l'abandon du projet de l'AMI ; celles contre l'OMC à Seattle (novembre 99) ont bloqué les négociations sur le commerce mondial ; celles contre le FMI et la BIRD à Washington (avril 2000) ont sérieusement perturbé le travail de ces institutions, celles contre le sommet de Davos en 2001 ont carrément mis toute la Suisse sur pied de guerre.

Dans ce contexte sont apparues des formes de mobilisation nouvelles pour lutter contre la mondialisation néo-libérale, fonctionnant en réseaux très largement autogérés, comme ATTAC en France et les Forums Sociaux en Italie. Ces nouvelles impulsions ont conduit au rassemblement du premier Forum Social Mondial à Porto Alegre en 2001, ainsi que du second en 2002, où le mouvement désormais proclamé "altermondialiste" s'est donné une charte et des principes qui lui donnent un dynamisme impressionnant : on voit désormais surgir des Forums Sociaux continentaux comme celui de Florence pour l'Europe, mais aussi en Asie (Hyderabad du 2 au 7 janvier 2003), en Afrique (Addis-Abeba du 5 au 9 janvier 2003), en Amérique Latine (Forum Social Panamazonien de Belém, du 16 au 19 janvier 2003) ainsi que des Forums Sociaux Nationaux comme en Palestine (Ramallah), au Maroc (Bouznika) ainsi qu'en Argentine, Uruguay, Colombie, Portugal, Espagne, Suisse, Québec. Apparaissent aussi des Forums Sociaux Régionaux (panaméricain, méditerranéen). Bref, nous nous trouvons devant une véritable floraison de rassemblements

largement ouverts à une multitude d'organisations, où s'expriment de nombreuses sensibilités, des témoignages et des analyses élaborés au plus profond du tissu social de chaque pays, parvenant ainsi à intéresser et à mobiliser des millions de personnes prenant conscience de la solidarité et du destin commun de tous les peuples du monde à ce stade d'expansion planétaire du système capitaliste.

C'est ainsi qu'à peine le chatoyant rassemblement de Florence dispersé a commencé la préparation du prochain Forum Social Européen, convoqué à Saint-Denis du 12 au 16 novembre 2003. On a vu en effet 272 délégués de plus de 24 pays (à noter la présence des Turcs et des Marocains) se réunir à Paris le 8 décembre dernier pour préparer le programme et l'organisation de ce nouveau rendez vous européen. On peut imaginer l'ampleur que vont prendre les débats préparatoires en rappelant que le seul "Comité français d'initiative" comprend déjà 60 organisations, qu'il se réunira une fois par semaine ainsi que plusieurs groupes spécialisés (pour la sécurité, pour l'hébergement, pour l'animation culturelle, pour l'hygiène, etc.), et que chacune de ces 60 organisations a mis en branle son propre programme de préparation du prochain Forum. Des efforts analogues se déroulent dans chaque pays européen. Et il ne faut pas oublier la mise en œuvre parallèle des autres rassemblements programmés à Florence : le 9 février à Bruxelles contre les négociations de l'AGCS qui progressent dans l'opacité des instances de l'OMC, le 15 février dans le monde entier contre la croisade de George W. Bush en Irak, puis à l'occasion de la réunion du G8 à Evian, et enfin pour exiger "une autre Europe" lors des réunions du Conseil européen de Copenhague et de Thessalonique.

On peut donc prendre acte de l'émergence, au niveau européen en même temps qu'au niveau planétaire, puisque le troisième Forum Social Mondial devait s'ouvrir en janvier 2003 à Porto Alegre, d'un véritable mouvement social, même si l'intensité et les formes prises par ce mouvement ainsi que les racines nationales de son dynamisme sont très variables d'un pays à l'autre.

Où est la "gouvernance mondiale" ?

Comment ne pas être frappé par ce foisonnement de discussions, de débats, par cette ouverture totale à écouter toutes les voix, à reconnaître et pratiquer l'égalité entre tous les groupements, par cette aptitude à prendre en compte toutes les injustices, toutes les oppressions, pour construire un mouvement populaire international capable d'éclairer, d'analyser et de contester les désastres sociaux et environnementaux du capitalisme se mondialisant ?

Et, à l'opposé, comment ne pas être frappé par l'enfermement progressif auquel les appareils politiques du système semblent condamnés pour échapper à la multiplication et à l'élargissement des manifestations populaires qui accompagnent chacune de leurs réunions, en même temps que les statistiques révèlent, année après année, la concentration croissante des richesses entre un nombre toujours plus réduit d'entreprises et d'actionnaires ?

Les tentatives de répression violente des manifestations altermondialistes (à Göteborg, Prague, Québec et surtout à Gênes en 2001) ne font jusqu'à présent que renforcer l'impact et l'élargissement de ce mouvement social, et à restreindre de ce fait le terrain que pourraient occuper toutes les tentatives de provocation. Du coup les sommets du G8 et de l'OMC doivent se réfugier en des lieux-forteresse, comme Doha au Qatar, les Montagnes Rocheuses au Canada, ou Evian en France, protégés par des forces militaires et policières toujours plus nombreuses. Comme si les appareils politiques du système néolibéral perdaient progressivement leur capacité d'imposer leur légitimité au corps social. N'existe-t-il pas aujourd'hui un danger de voir ces appareils maintenir et tenter de renforcer leur domination par la militarisation d'un imperium mondialisé ?

Il faut en effet relever les limites sur lesquelles bute le dynamisme des résistances : autant les formes que prend le mouvement social altermondialiste sont efficaces pour éveiller les consciences et mobiliser les peuples contre les injustices sociales et les désastres environnementaux, autant elles ne se prêtent pas

encore à construire des alternatives concrètes pour faire évoluer le système alors que les offensives néo-libérales continuent à se déployer sur tous les terrains en s'appuyant sur les gouvernements en place. Pour la première fois le Forum Social Européen de Florence a posé ce problème des débouchés politiques en organisant un débat sur les rapports entre mouvements sociaux altermondialistes et partis politiques.

Certaines interventions ont marqué ce débat. Bernard Cassen, s'exprimant au nom d'ATTAC, a insisté sur l'intérêt de "*convergences parallèles*" dans la mesure où le mouvement social, tout en reflétant un "*déficit de l'offre politique*", ne vise pas à se substituer aux partis mais à irriguer le champ politique par ses thèmes citoyens tout en préservant son indépendance et son pluralisme. Bertinotti, au nom du Parti de la Refondation Communiste, a mis en avant la nécessité de redéfinir le contenu et la pratique d'une politique antagoniste au capitalisme, nourrie des résistances et des utopies que porte le mouvement altermondialiste, source essentielle des alternatives à construire. Les représentants des Verts allemands et du Parti Socialiste belge,

dans des registres différents, ont reconnu le besoin d'un dialogue voire d'une alliance entre partis et mouvements sociaux pour peser sur le cours de la mondialisation libérale. O. Besancenot de la LCR a, quant à lui, relevé la nécessité de développer l'unité et la radicalité anticapitaliste des mouvements sociaux qui sont d'après lui un des éléments moteurs de la construction d'une gauche de combat. Pour lui, la question du débouché politique de ces mouvements ne peut occulter la réalité passée et présente d'un alignement libéral de nombreux partis de gauche.

Ce débat a marqué le début d'une réflexion qui traverse le mouvement sur la manière de transformer le monde et sur les modes d'action qui pourraient permettre de passer des résistances aux alternatives. Saint-Denis prendra certainement le relais de Florence pour approfondir cette réflexion. On peut compter sur la jeunesse et sur la volonté de changement qui caractérisent tous les acteurs de ce mouvement pour multiplier les expériences à tous les niveaux et trouver les formes que prendront les structures politiques de la société humaine pour faire face aux défis de son avenir.

Charte des principes du Forum Social Mondial

(extraits)

- Le Forum Social Mondial est un espace ouvert de rencontres d'entités et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par le capital et par n'importe quelle forme d'impérialisme, pour l'approfondissement de la réflexion, le débat démocratique d'idées, la formulation de propositions, le libre-échange d'expériences et l'articulation d'actions efficaces (...).
- Le Forum Social Mondial, dans la certitude proclamée à Porto Alegre qu'un autre monde est possible, devient un processus mondial permanent de recherche et de construction d'alternatives (...)
- Les alternatives proposées au Forum Social Mondial s'opposent à un processus de globalisation capitaliste commandé par les grandes entreprises multinationales et par les gouvernements et institutions internationales au service des intérêts de celles-ci. Elles visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une globalisation solidaire qui respecte les droits de l'homme universels, ceux de tous les citoyens et de toutes les citoyennes de toutes les nations, et de l'environnement, soutenue par des systèmes et institutions internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de l'égalité et de la souveraineté des peuples. (...)
- Le Forum Social Mondial est un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des entités et des mouvements engagés dans des actions concrètes, du niveau local au niveau international, pour la construction d'un autre monde. (...)
- Le Forum Social Mondial s'oppose à toute vision totalitaire et réductionniste de l'histoire et à l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'Etat. Il y oppose le respect des droits de l'homme, des relations équitables, solidaires et pacifiques entre les personnes, les races, les sexes et les peuples, condamnant toutes les formes de domination ainsi que l'assujettissement d'un être humain par un autre. Les rencontres du Forum Social Mondial sont toujours des espaces ouverts à tous ceux qui veulent y participer, excepté les organisations qui attentent à la vie des personnes comme méthode d'action politique. (...)